

Convention collective nationale

**IDCC : 438. – ÉCHELONS INTERMÉDIAIRES DES SERVICES
EXTÉRIEURS DE PRODUCTION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**

**ACCORD DU 29 AVRIL 2008
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES POUR 2008**

**NOR : ASET0850949M
IDCC : 438**

Entre :

La fédération française des sociétés d'assurances (FFSA),

D'une part, et

La fédération des services (branche assurances) CFDT ;

La fédération de l'assurance CFE-CGC ;

Le syndicat national des conseillers salariés d'assurances (SNCSA) CFE-CGC ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC,

D'autre part,

Vu l'article 14, premier alinéa, de la convention collective de travail des échelons intermédiaires des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 13 novembre 1967 ;

Vu les articles L. 132-12 et L. 132-12-3 du code du travail,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération minimale annuelle

1. La rémunération minimale annuelle des échelons intermédiaires prévue à l'article 14, premier alinéa, de la convention collective de travail des échelons intermédiaires des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 13 novembre 1967 est portée à 17 640 € à compter du 1^{er} janvier 2008.

2. Cette majoration conduit à rappeler qu'il peut, naturellement, être exigé des échelons intermédiaires, notamment en application de l'article 3 de la convention collective, le respect d'obligations professionnelles en termes de minimum d'activité et de production.

3. Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les échelons intermédiaires qui ne sont plus en fonction dans les entreprises à la date de signature du présent accord.

Article 2

Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

1. Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

La rémunération minimale annuelle fixée au 1^{er} de l'article 1^{er} ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

2. Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écart de rémunération non justifié entre les femmes et les hommes.

Si tel n'est pas le cas, ils mettront en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales, avant le 31 décembre 2010.

Fait à Paris, le 29 avril 2008.

(Suivent les signatures.)